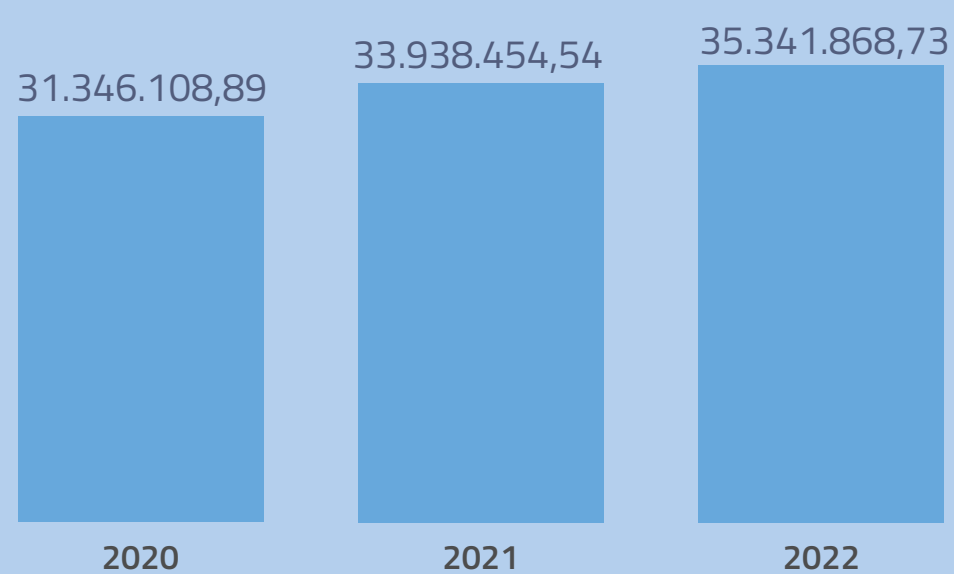


Aide et simplification

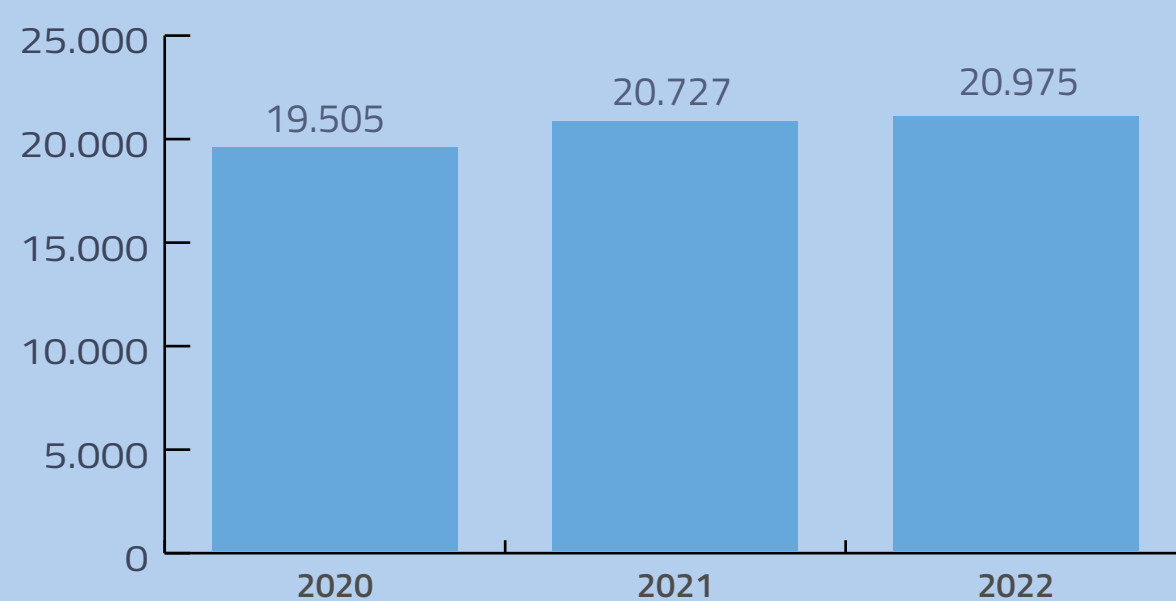


Service des Créances alimentaires (SECAL)

Montant total payé à titre d'avances sur pension alimentaire par le Service des Créances alimentaires (en euros)

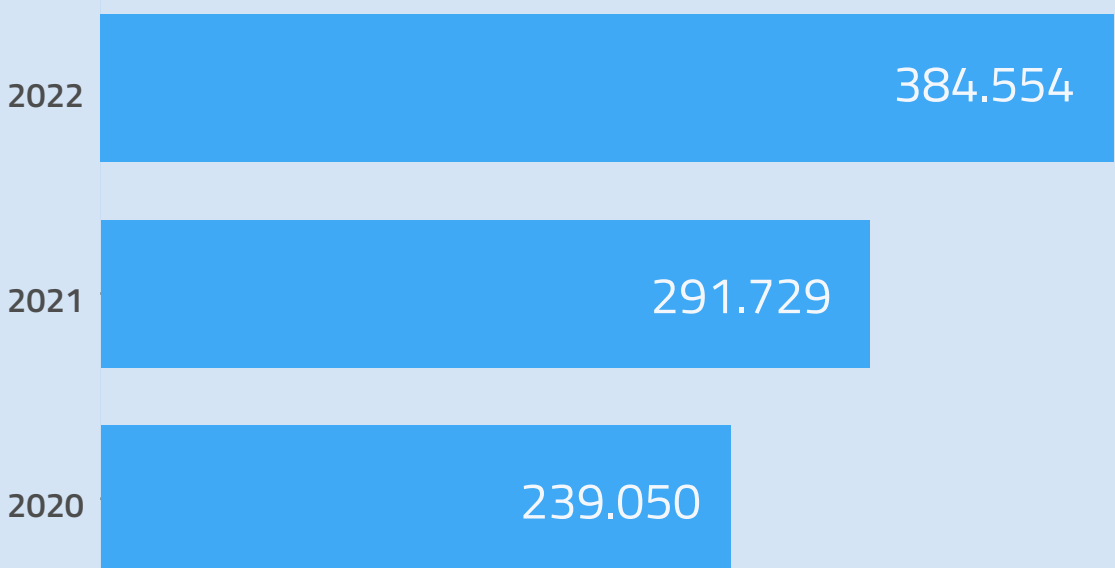


Nombre d'enfants, sur une moyenne d'un mois, qui ont reçu une avance sur pension alimentaire



Chaque année, le nombre de plans de paiement accordés augmente également.

Nombre de plans de paiement accordés

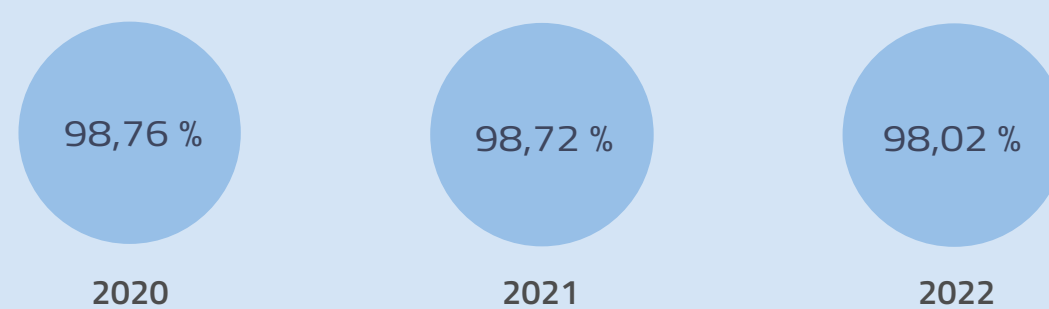


De nombreux remboursements sont effectués chaque année.

Nombre de remboursements (contributions directes) liquidés dans le délai légal de deux mois



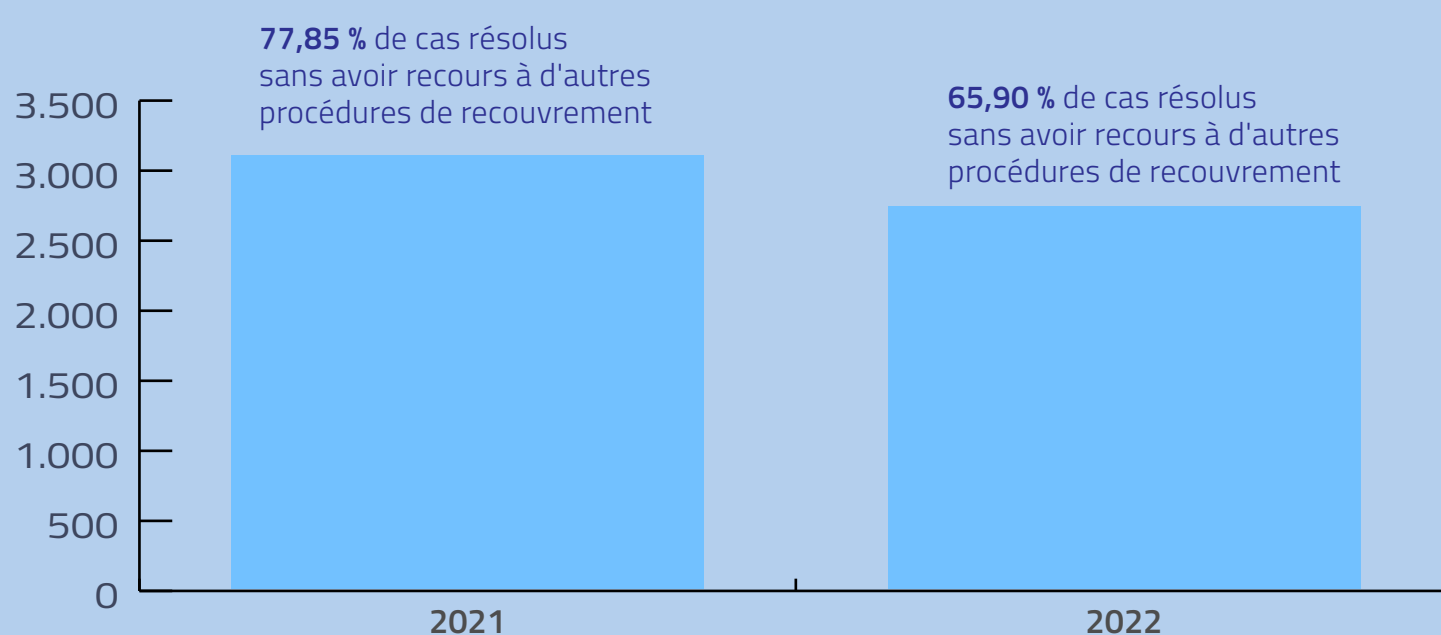
Pourcentage de remboursements traités dans les deux mois

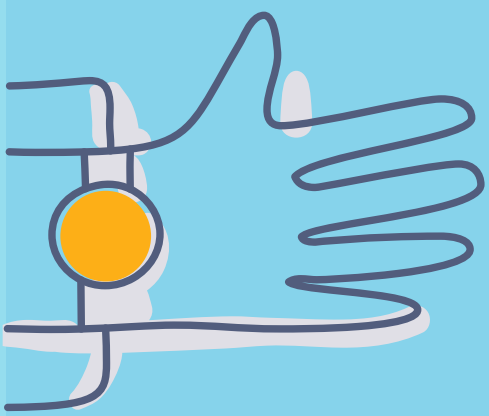


Ce sont les paiements que l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement (AGPR) effectue au profit des citoyens (et entreprises).

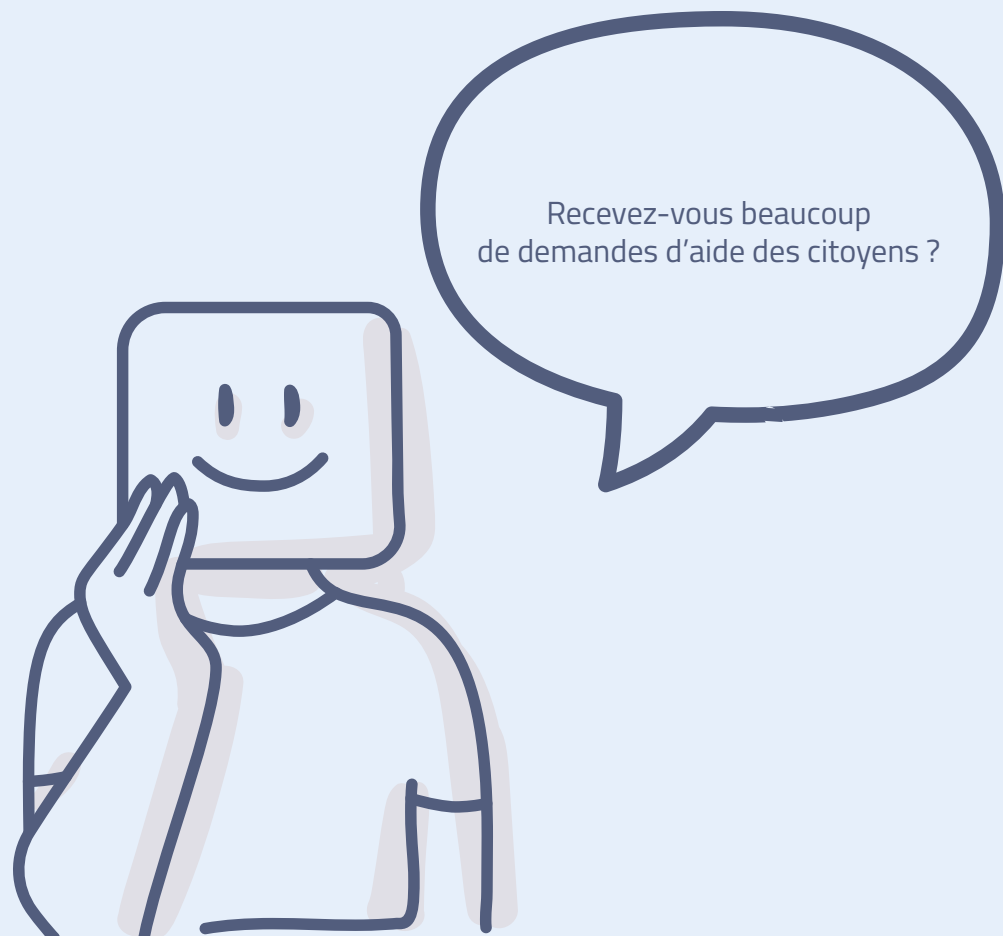
Nous contactons aussi proactivement un nombre important de contribuables en difficulté de paiement. Nous recherchons ensemble des solutions. Des plans de paiements échelonnés peuvent par exemple être mis en place. Il s'agit du projet Reach-out.

Nombre de contribuables en difficulté de paiement contactés proactivement par l'administration (projet Reach-out)





Aide et simplification



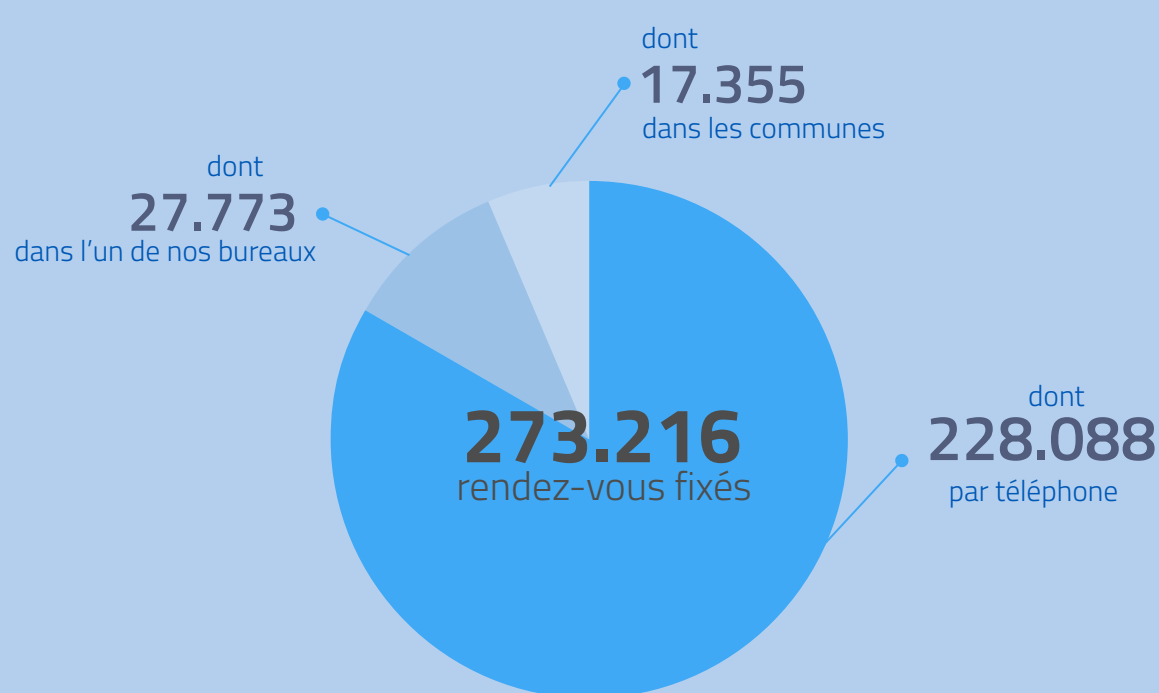
Recevez-vous beaucoup de demandes d'aide des citoyens ?



Oui, pour la plupart, nous pouvons y répondre par téléphone, mais il y a toujours des contacts en présentiel si besoin.

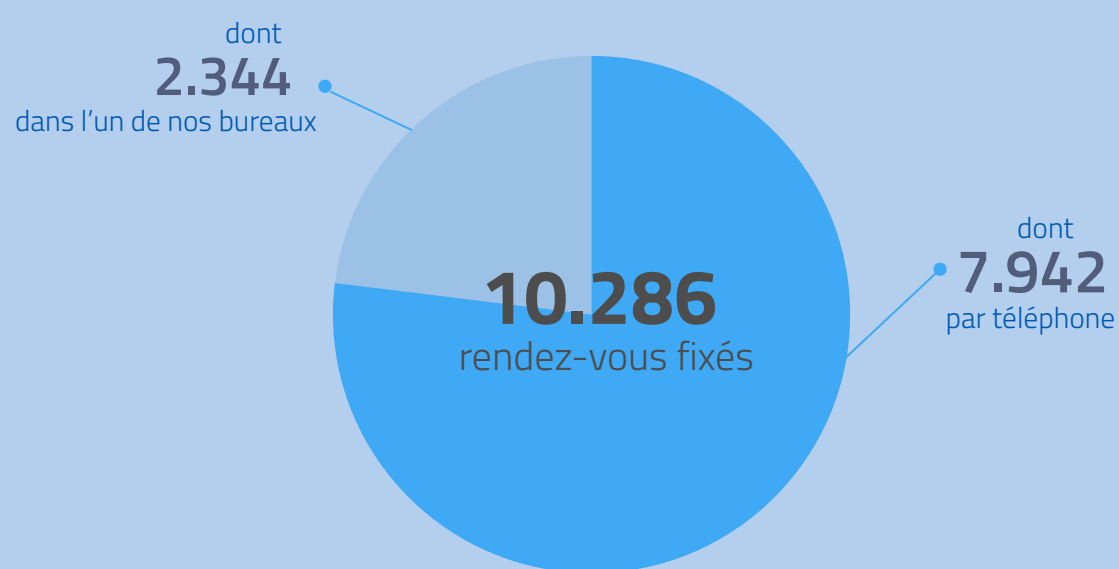
Aide pour le remplissage de la déclaration d'impôt

Impôt des personnes physiques



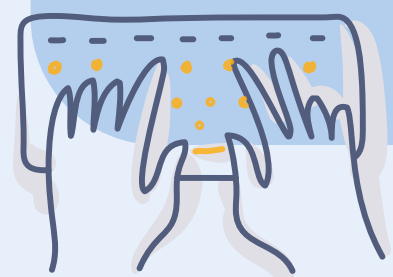
Nombre de déclarations remplies avec l'aide de nos agents : **296.635**

Impôt des non-résidents - personnes physiques

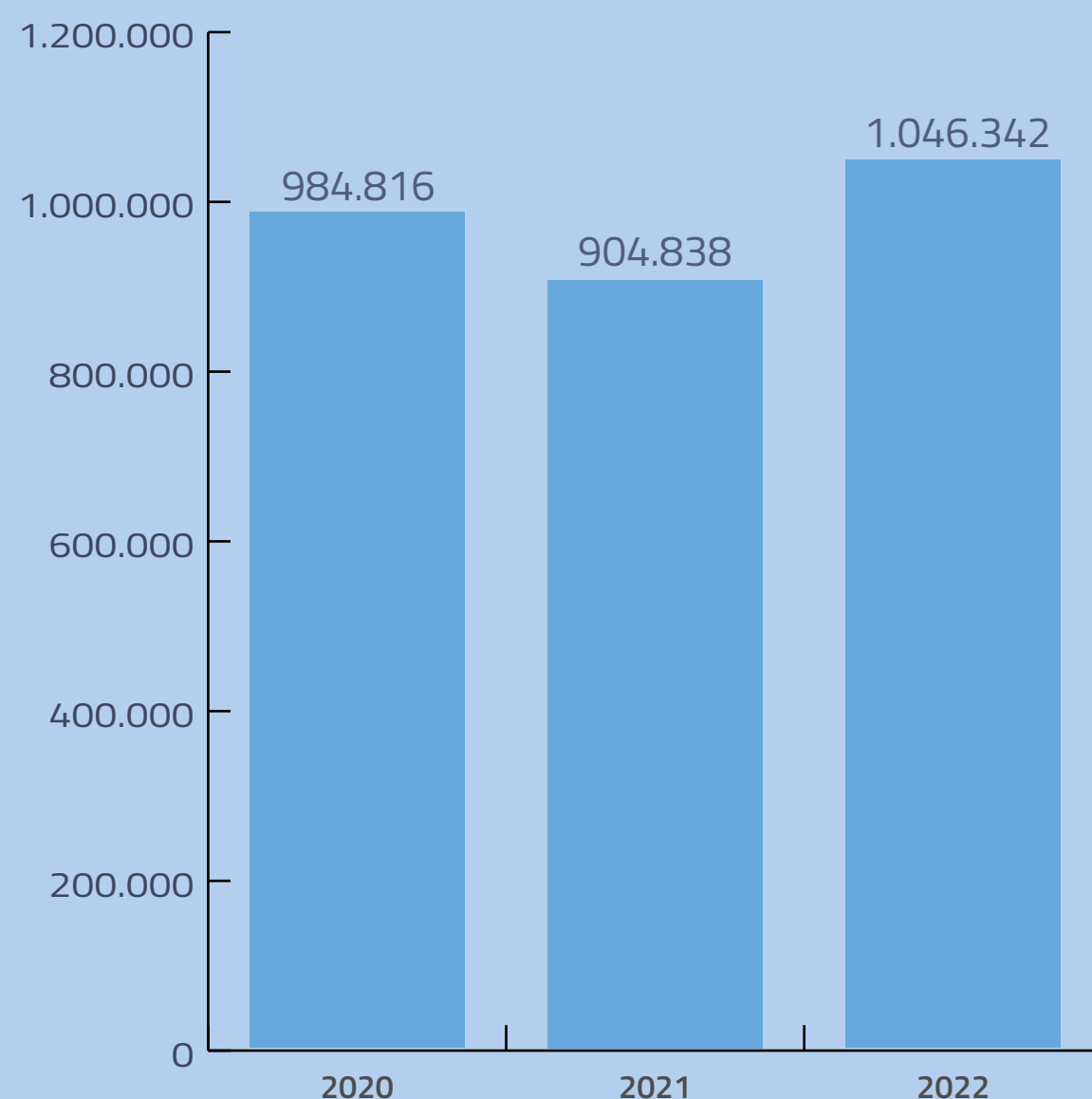


Nombre de déclarations remplies avec l'aide de nos agents : **10.779**

Le SPF Finances a pour ambition d'offrir aux citoyens un service sur mesure et privilégie la téléphonie comme deuxième canal d'interaction. Depuis la crise du coronavirus, l'Administration générale de la Fiscalité propose aux citoyens une aide téléphonique sur rendez-vous pour remplir leur déclaration d'impôt. De plus, les agents ont parfois complété les déclarations de citoyens qui ont téléphoné pour une question spécifique sans avoir pris de rendez-vous. C'est pourquoi il y a plus de déclarations remplies que de rendez-vous fixés.



Nombre d'appels reçus à l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement (AGPR)



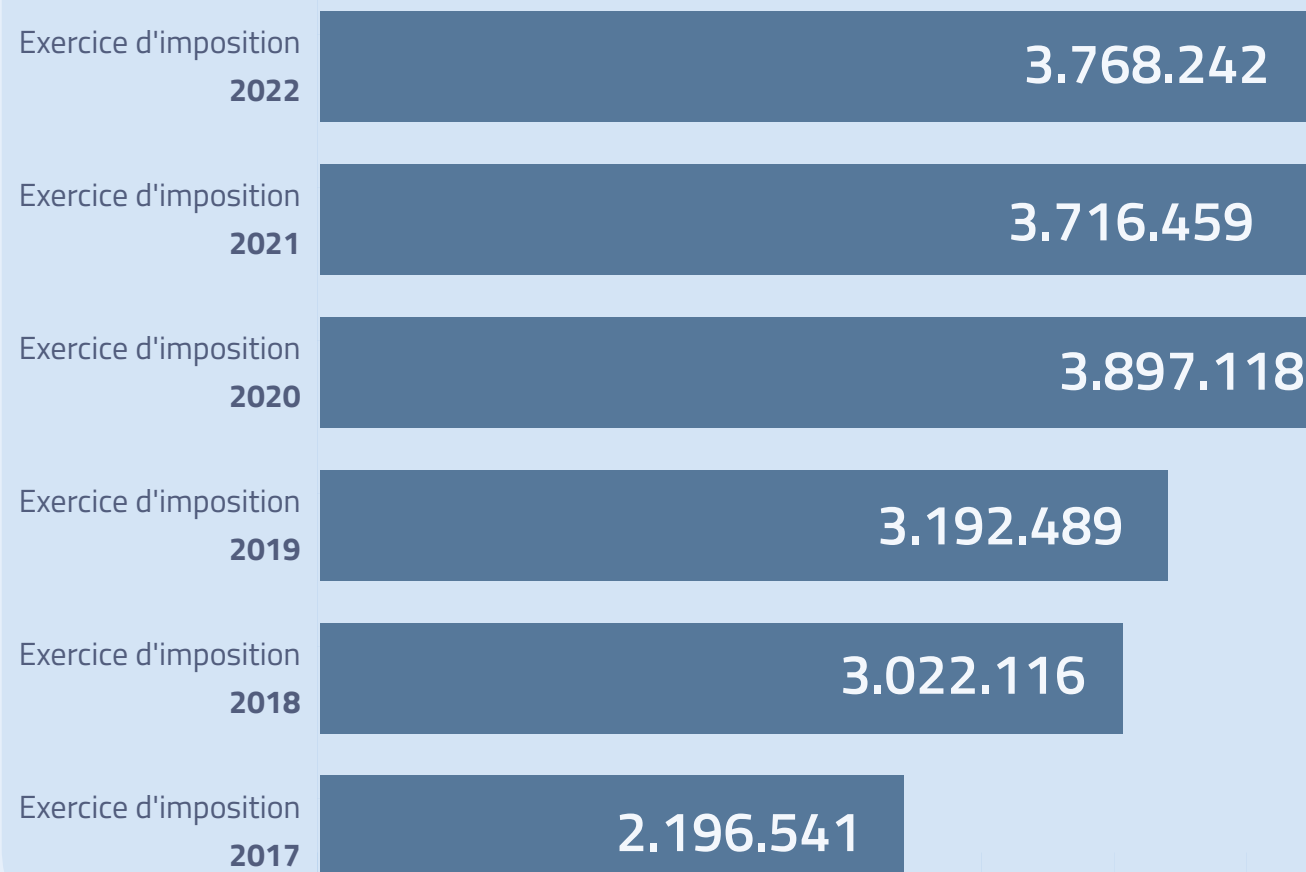
Le saviez-vous ?

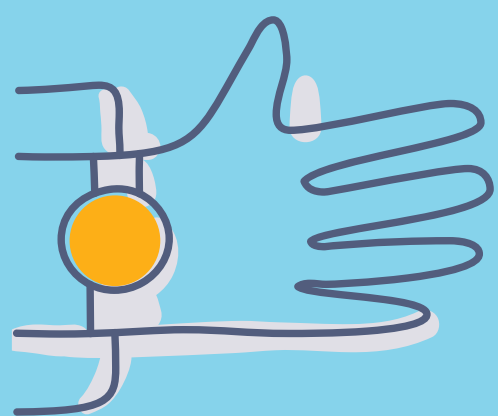
La téléphonie est un canal important dans la stratégie de prestation de service du SPF Finances : c'est le deuxième canal préféré des citoyens et des entreprises pour nous contacter, après MyMinfin (self-service).

Chaque année, de nombreux citoyens reçoivent une proposition de déclaration simplifiée. Si leurs données sont complètes et correctes, ils ne doivent rien faire.



Nombre de propositions de déclaration simplifiée envoyées





Aide et simplification

En réponse à la forte demande du marché, la Monnaie Royale de Belgique (MRB) a commandé des pièces en 2022.

Commande du 28.04.2022

15.000.000

pièces de 5 cents

Commande du 24.05.2022



19.900.000

pièces de 5 cents

2.895.000

pièces de 2 euros



Le saviez-vous ?

Les chiffres correspondent aux nouvelles pièces destinées à être mises en circulation commandées par la Monnaie Royale de Belgique en 2022. Cette production a eu lieu, d'une part, en réponse à la forte demande du marché des pièces de 5 cents et d'autre part, en raison de la décision de mettre en circulation les deux pièces commémoratives de 2 euros (à l'occasion du 35^e anniversaire du programme Erasmus et en reconnaissance d'un engagement exceptionnel du secteur des soins de santé pendant la pandémie de Covid-19).

La Monnaie Royale de Belgique est aussi chargée de vérifier l'authenticité des pièces.



pièces de 50 cents : 68.828.898

pièces de 1 euro : 72.636.255

pièces de 2 euros : 74.516.321

473.264.064

pièces en circulation dont l'authenticité a été vérifiée

Chaque année, la MRB est chargée d'inspecter le fonctionnement et la conformité des machines de triage à la Banque nationale et des transporteurs de fonds. L'authenticité de toutes les pièces de monnaie a été correctement contrôlée en 2022.

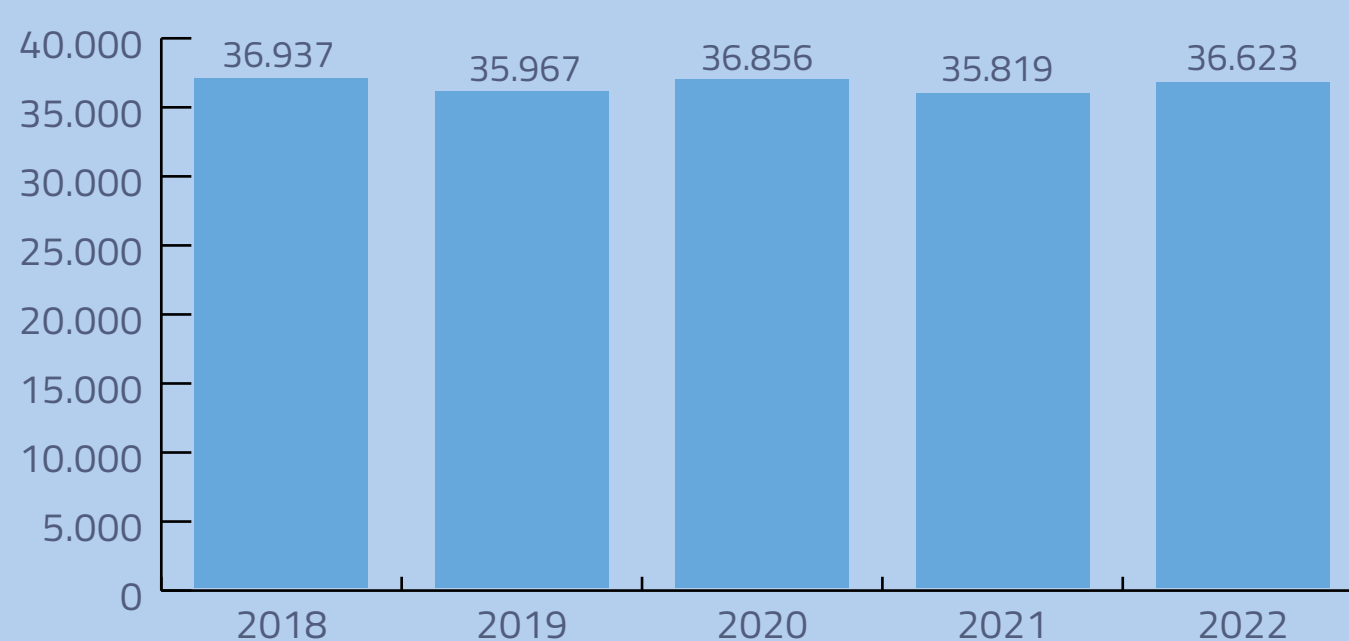
Que se passe-t-il dans le cadre d'une succession ?



Le SPF Finances délivre un certificat d'hérédité qui atteste de l'identité des héritiers. Cette attestation est nécessaire pour demander le déblocage des comptes bancaires du défunt.

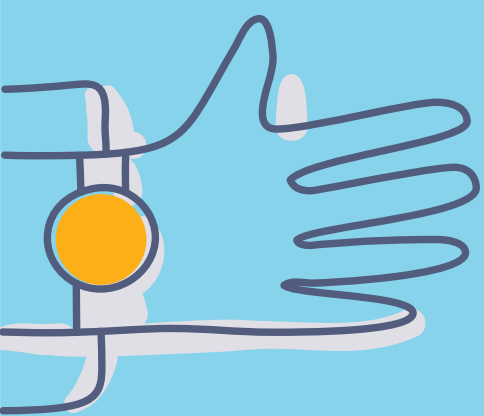


Nombre de certificats d'hérédité



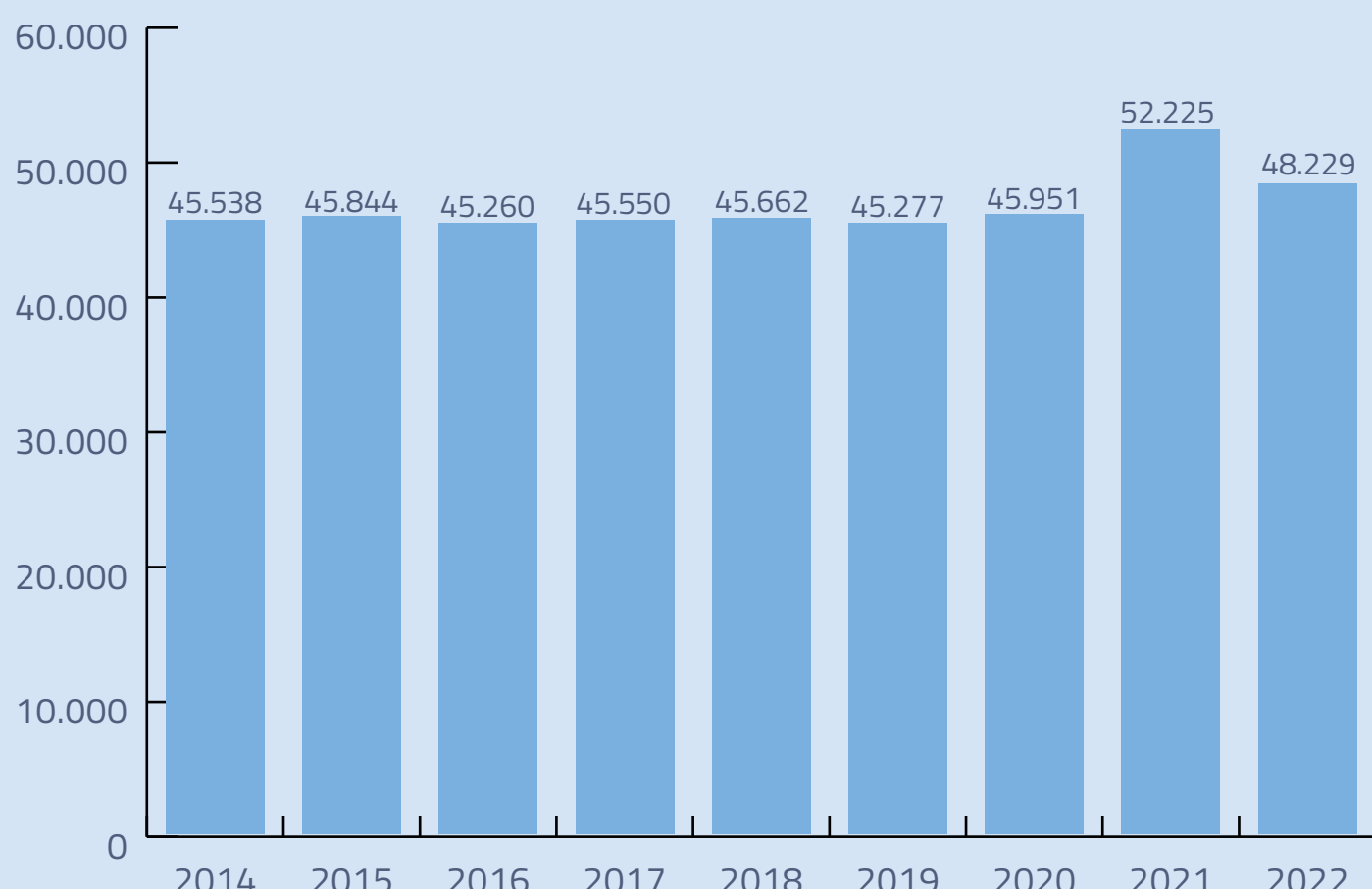
Outre les certificats « originaux », les certificats supplémentaires et de remplacement sont également pris en compte.





Aide et simplification

Nombre de déclarations de succession



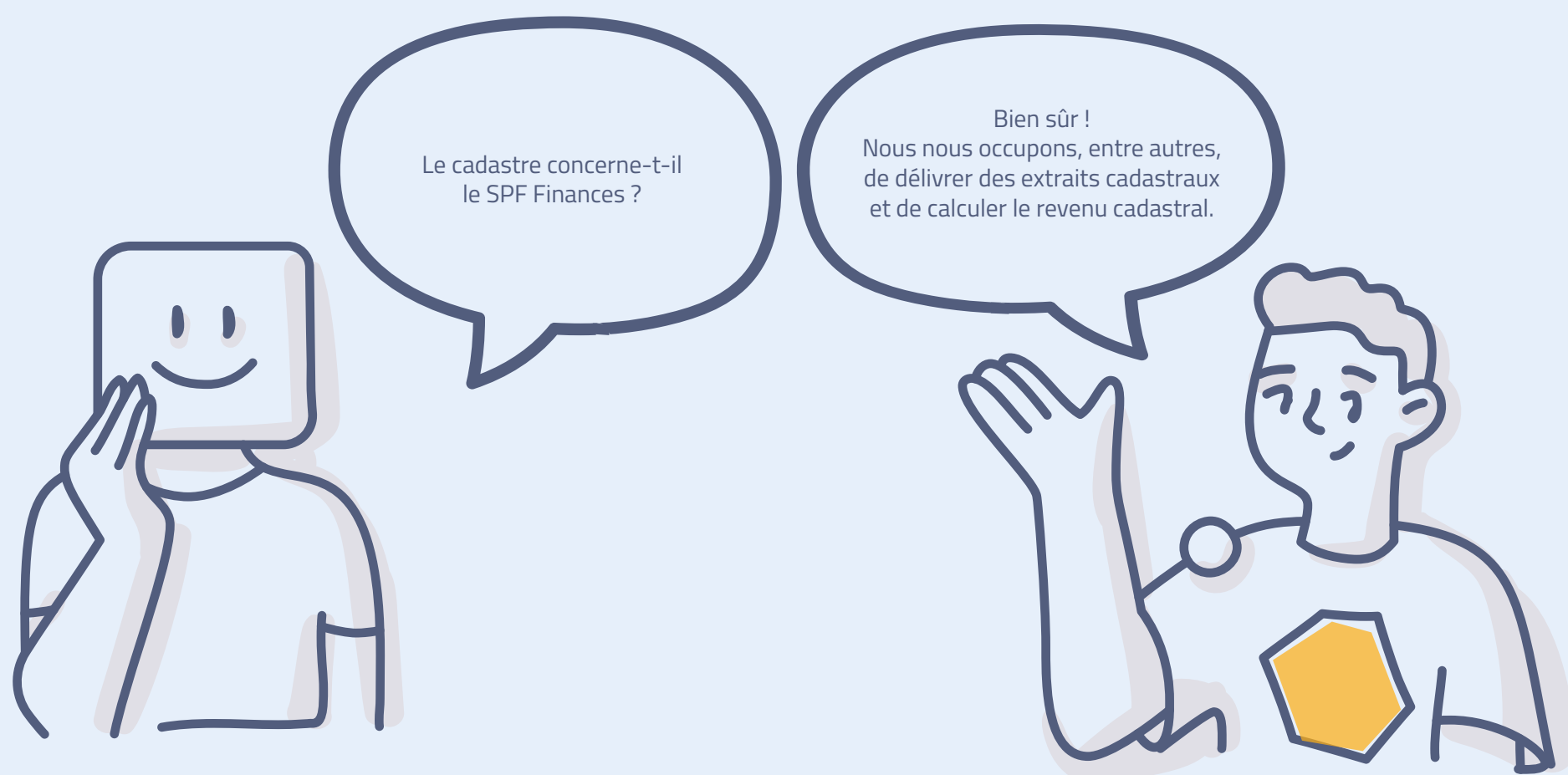
Une déclaration de succession doit être déposée lorsque les biens d'un défunt sont transmis lors de son décès par ses héritiers ou légataires universels. Il faut mentionner dans la déclaration tous les éléments qui permettent de calculer le droit de succession : la composition exacte de la succession (actifs et passifs), la valeur des biens (meubles et immeubles), qui recueille quoi dans la succession, etc.

En principe, le dépôt d'une déclaration de succession est obligatoire. Toutefois, le SPF Finances se montre assez souple et n'exige pas de déclaration lorsque les deux conditions suivantes sont remplies : la succession de l'habitant du pays ne comprend aucun immeuble et aucun droit de succession n'est dû. Le dépôt d'une déclaration de succession a en effet pour but d'établir le montant des droits de succession à payer par les héritiers et d'assurer la mutation des droits réels portant sur les biens immeubles du défunt, afin de mettre à jour la documentation patrimoniale.

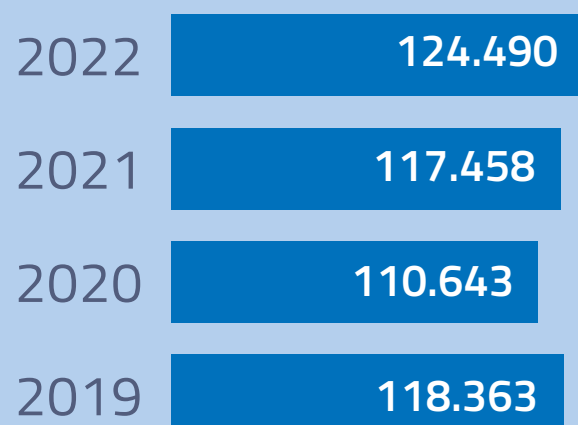
Ces chiffres ne concernent que les Régions wallonne et bruxelloise, le SPF Finances n'étant plus compétent pour le calcul et la perception des droits de succession en Flandre depuis 2015.

41.697
décès en Wallonie

9.805
décès à Bruxelles



Nombre d'extraits cadastraux délivrés



Le saviez-vous ?

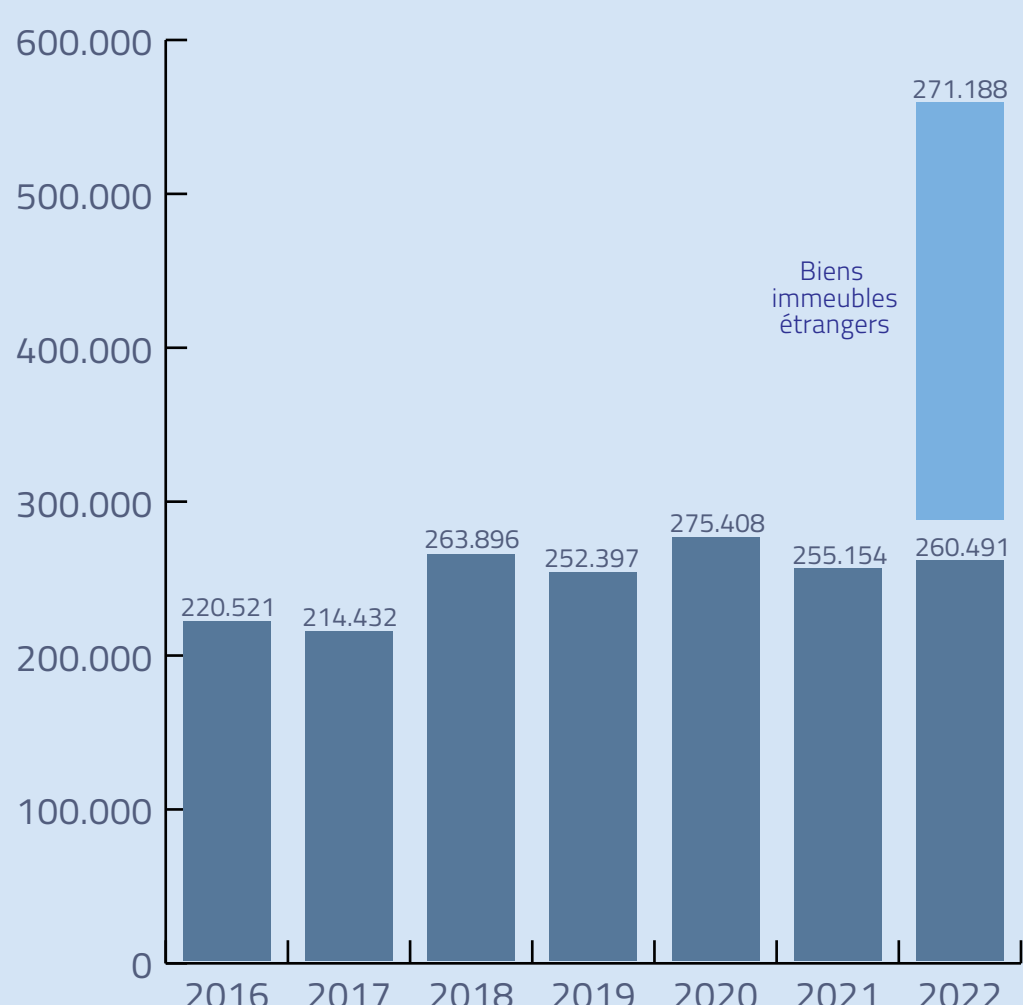
Un extrait cadastral mentionne l'identité du ou des propriétaire(s) ou ayants droit d'une parcelle patrimoniale, les informations parcellaires et éventuellement fiscales d'un ou plusieurs biens et/ou les informations relatives au revenu cadastral d'un bien.

Cela peut être nécessaire, par exemple pour préparer un acte de vente, pour traiter une succession ou dans le cadre d'un dossier auprès du service de l'urbanisme ou de l'environnement.

Chaque produit livré est compté séparément, même si plusieurs produits sont demandés ensemble.



Nombre de notifications de revenus cadastraux

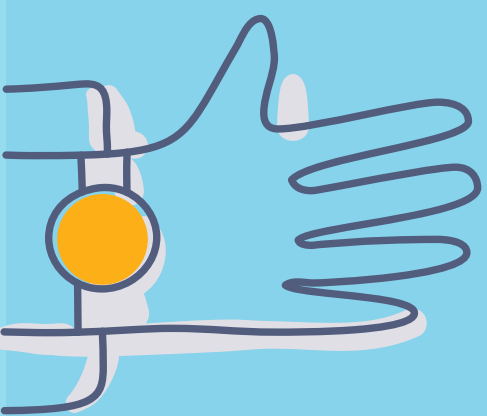


Le revenu cadastral (RC) constitue la base pour la perception du précompte immobilier et pour la détermination des revenus immobiliers imposables à l'impôt des personnes physiques.

Le revenu cadastral n'est pas un véritable revenu, mais un revenu fictif qui correspond au revenu annuel moyen net qu'un immeuble procurerait à son propriétaire. Il s'agit donc de la valeur locative moyenne nette d'un an du bien immeuble au moment de référence. Jusqu'à aujourd'hui, ce moment de référence est le 1^{er} janvier 1975.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, si un citoyen possède des biens immobiliers à l'étranger, il doit les déclarer. Il reçoit ensuite un revenu cadastral qu'il doit mentionner dans sa déclaration d'impôt depuis l'année d'imposition 2022 (revenus 2021).

Les notifications de revenu cadastral à l'étranger ne suivent pas les mêmes règles que les notifications pour les biens en Belgique. Pour les revenus cadastraux à l'étranger, chaque co-titulaire déclarant est notifié de manière distincte pour chaque revenu cadastral. Pour les revenus cadastraux en Belgique, un seul co-titulaire est notifié. Les déclarations de biens immobiliers à l'étranger en vue de la fixation d'un revenu cadastral ont commencé en 2022. Cela explique le nombre élevé de notifications parce qu'il y a un rattrapage des biens acquis auparavant.

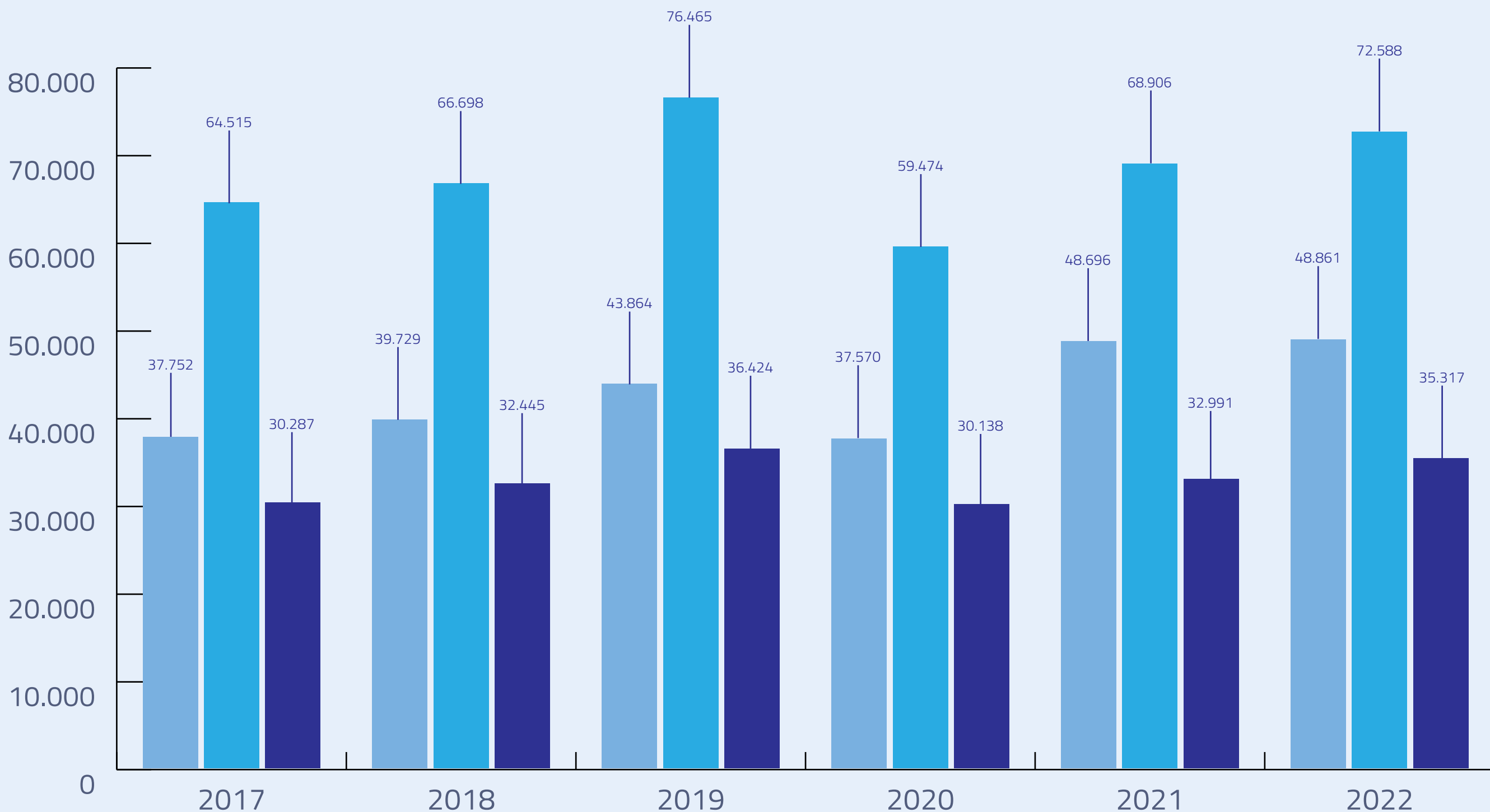


Aide et simplification

Le SPF Finances est une source exhaustive et neutre concernant les transactions immobilières. Cela permet aux citoyens d'avoir une meilleure idée du marché immobilier.

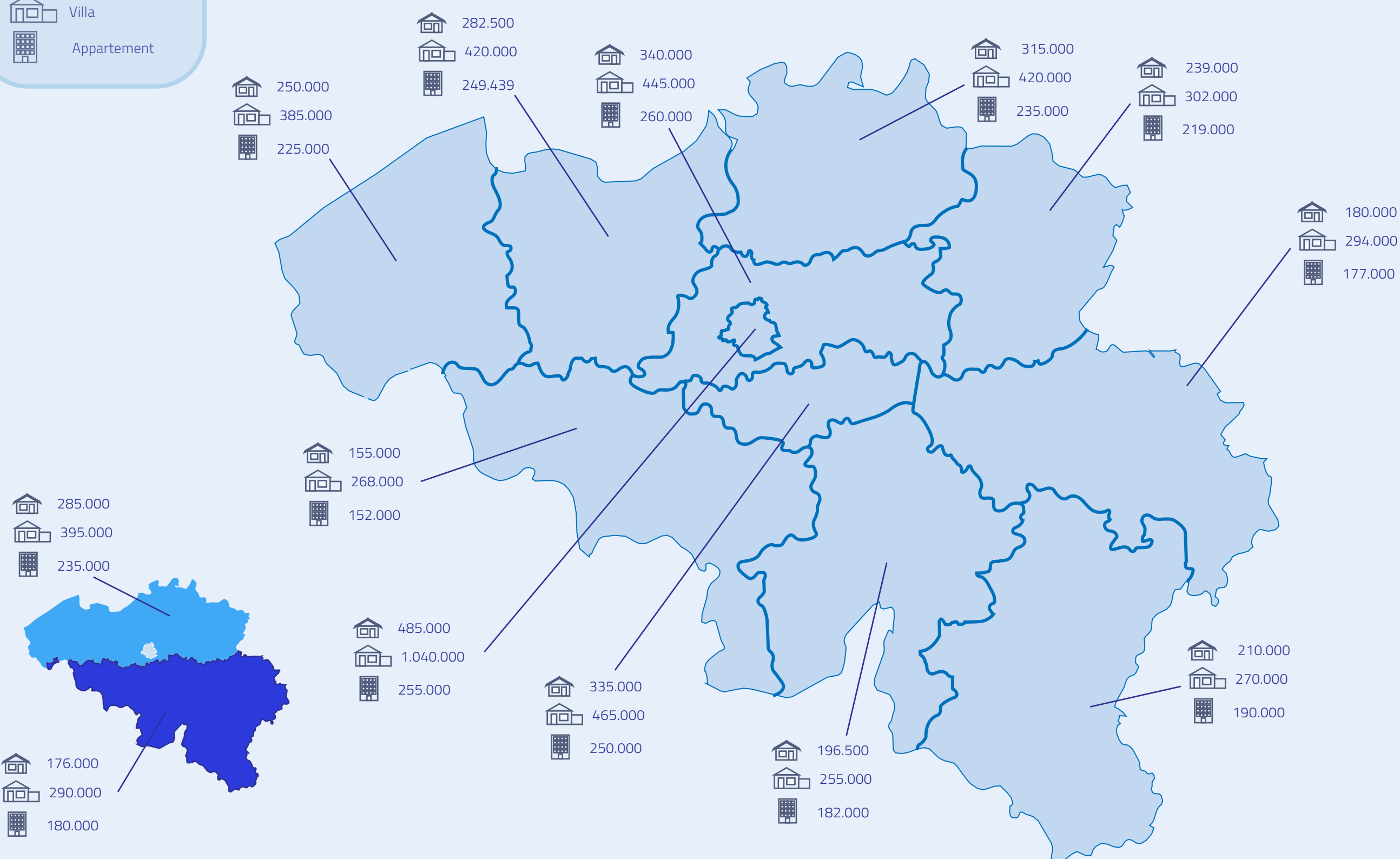
Nombre de transactions par type de bien

- Appartements
- Maisons
- Villas

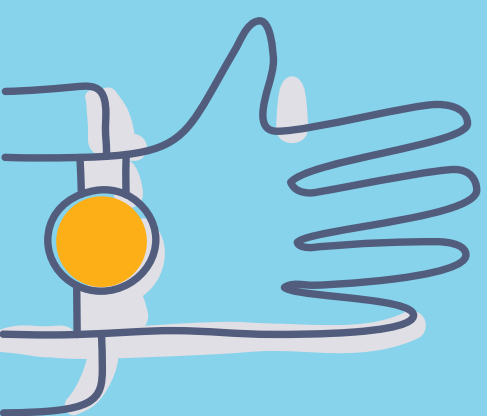


Valeurs médianes des habitations (en euros)

- Maison
- Villa
- Appartement

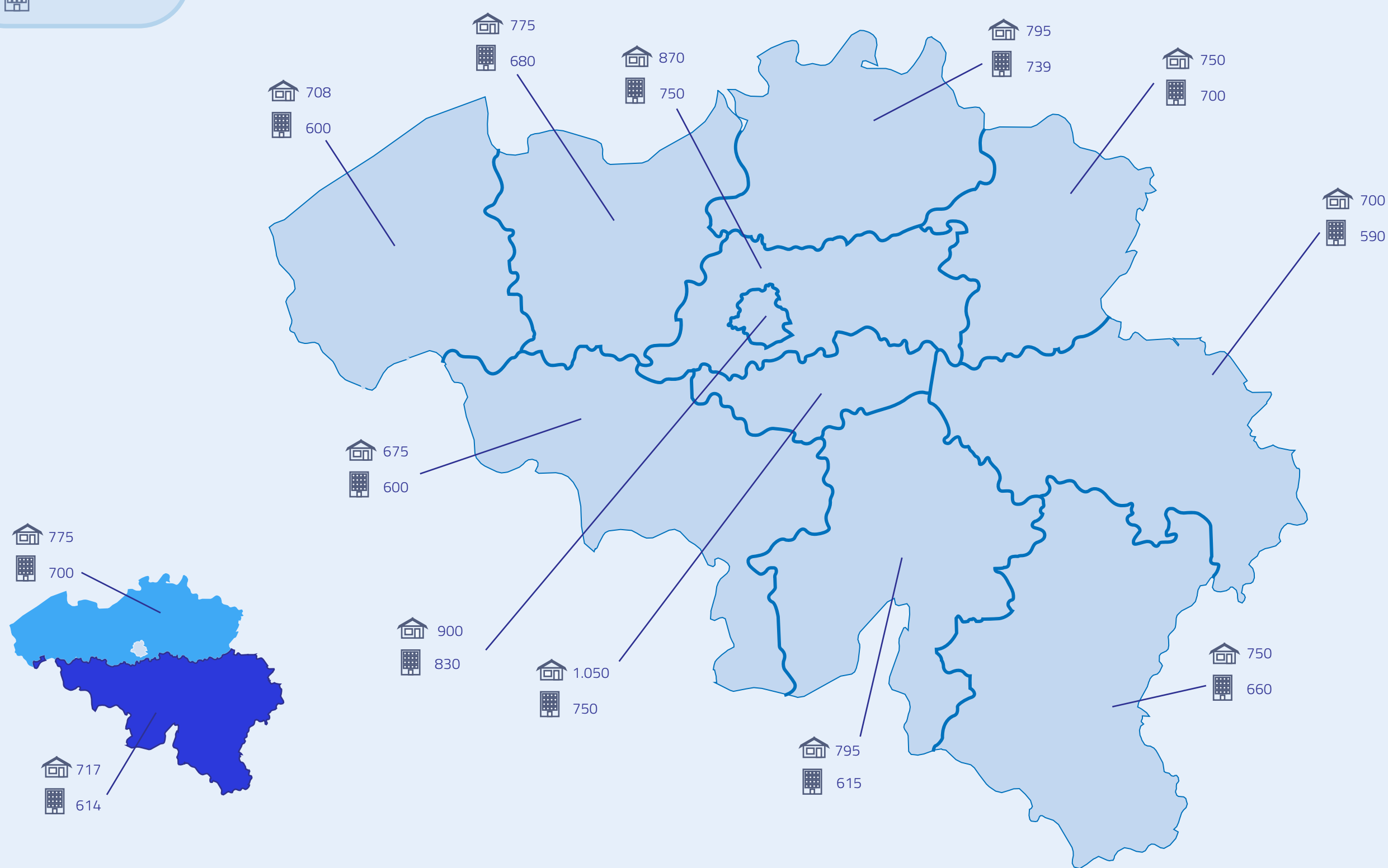


Concrètement, les prix de vente médians par province peuvent aider les citoyens candidats acheteurs à définir des zones où leur budget est suffisant pour trouver un nombre substantiel de biens.



Aide et simplification

Loyer médian (en euros)



Si le contrat de bail concerne un immeuble exclusivement affecté à l'habitation d'une famille ou d'une personne seule, le propriétaire (le bailleur) doit faire enregistrer le contrat de bail dans les deux mois qui suivent sa signature. Cet enregistrement est gratuit.

Si le contrat de bail concerne un immeuble qui n'est pas exclusivement affecté à l'habitation d'une famille ou d'une personne seule, le propriétaire (le bailleur) ou le locataire doit faire enregistrer le contrat de bail dans les quatre mois qui suivent sa signature. Cet enregistrement est payant.



Protection du locataire

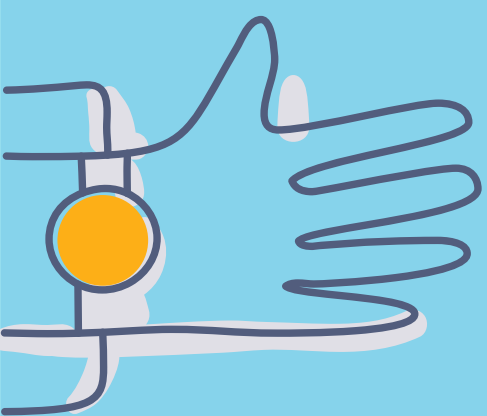
Si le contrat de bail d'une habitation utilisée comme résidence principale a été enregistré, le locataire bénéficie d'une protection légale en cas de vente de l'immeuble qu'il loue. En effet, il est protégé d'une expulsion par le nouveau propriétaire-bailleur qui est tenu de respecter le contrat de bail enregistré.

Si le contrat de bail d'une habitation utilisée comme résidence principale conclu pour une période de plus de trois ans n'est pas enregistré, le locataire pourra mettre fin au contrat de bail sans préavis.

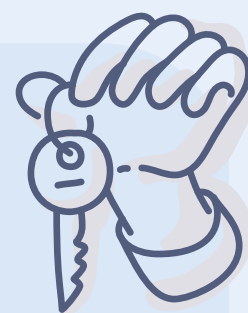
Protection du bailleur (propriétaire)

Si le propriétaire a enregistré le contrat de bail d'une habitation utilisée comme résidence principale, le locataire devra donner un préavis pour mettre fin au bail (c'est ce que la loi appelle la protection du bailleur).

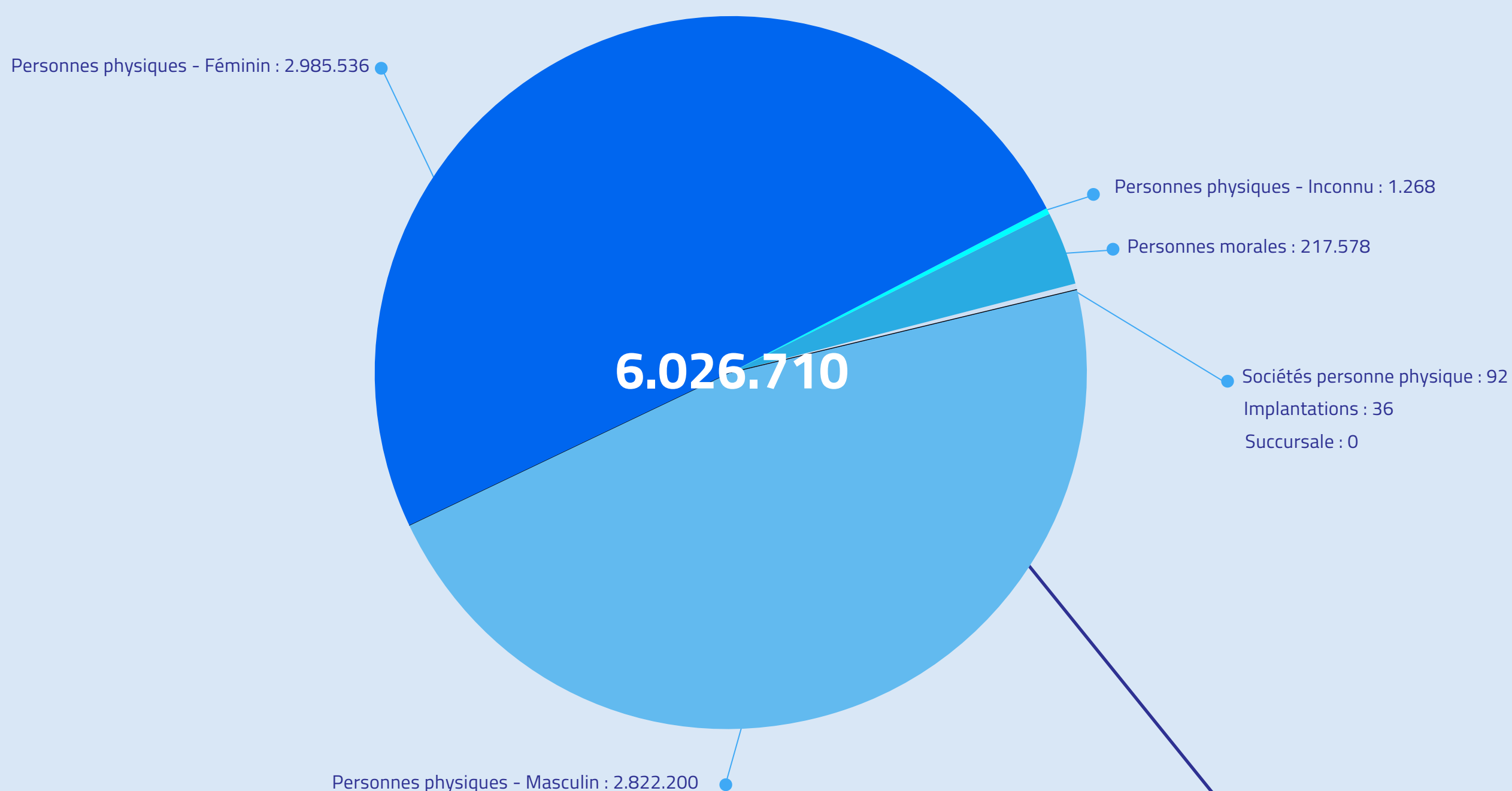
L'enregistrement d'un contrat de bail relatif à un immeuble qui est loué, dans ce même contrat de bail, en partie à titre d'habitation et en partie à d'autres fins (par exemple, un magasin ou un bureau), présente également l'avantage pour le bailleur que les revenus seront calculés et imposés distinctement pour chaque partie. En l'absence d'enregistrement de ce contrat de bail en revanche, le total des revenus locatifs nets est imposable.



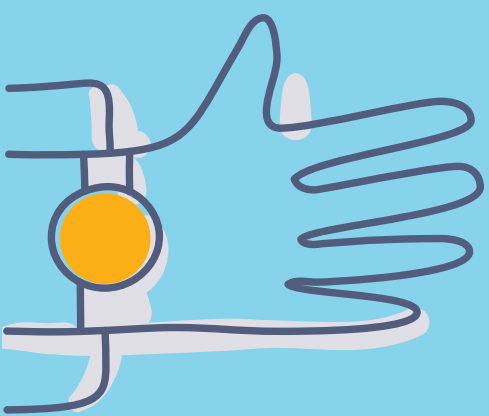
Aide et simplification



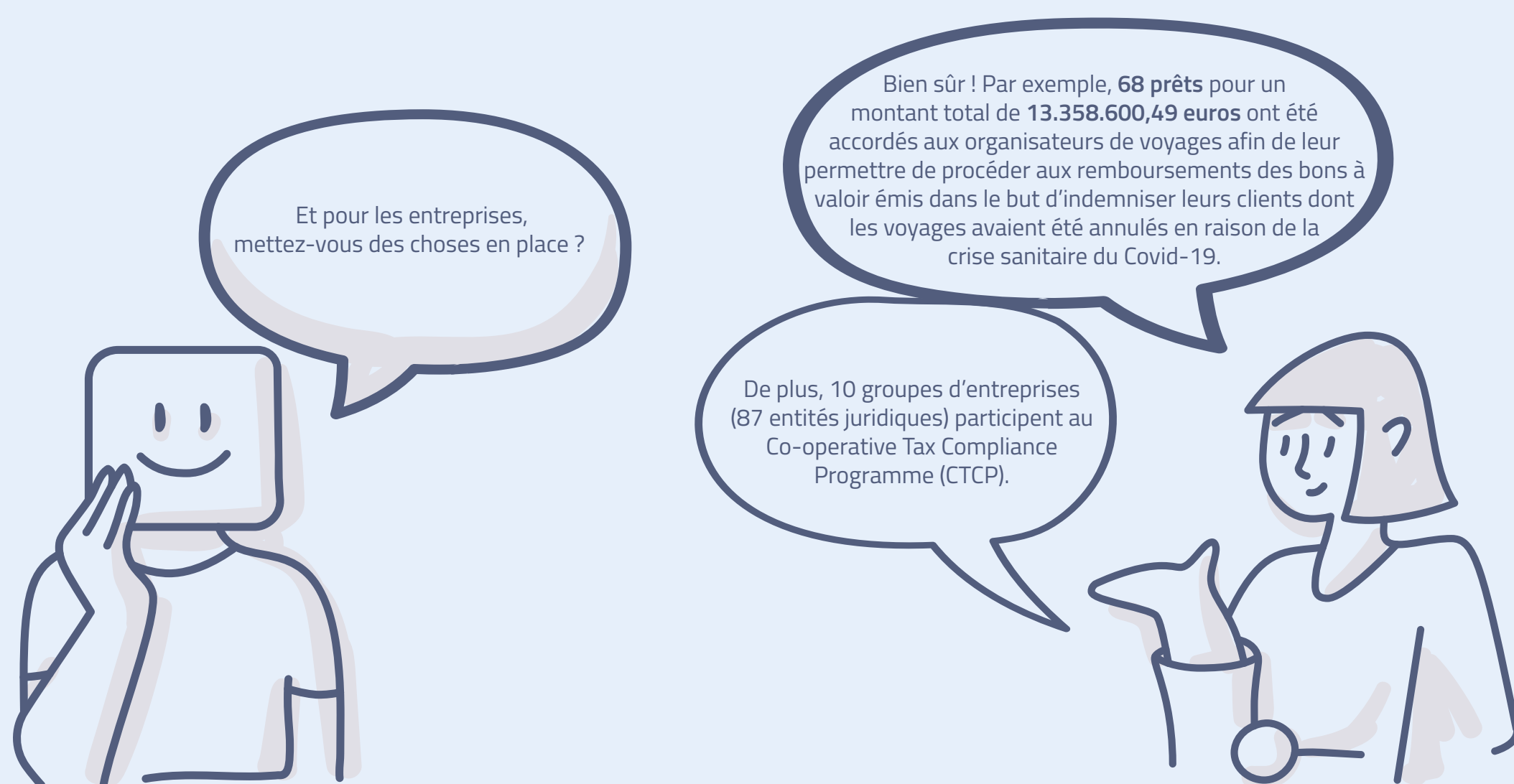
Nombre de propriétaires de biens immobiliers



Chaque année, l'Administration générale de la Documentation patrimoniale établit une version actualisée au 1^{er} janvier de la matrice cadastrale, reprenant les droits réels (nue-propriété, usufruit, pleine propriété, droit de superficie, emphytéose, etc.) détenus par les personnes physiques et morales sur la totalité des parcelles cadastrales du pays. Cette situation actualisée est communiquée aux Régions et aux autres services du SPF Finances, en vue d'établir correctement l'impôt (impôt des personnes physiques, impôt des personnes morales, précompte immobilier) au regard des transactions intervenues durant les douze mois antérieurs (ventes, donations, successions, etc.).



Aide et simplification



Le saviez-vous ?

Le « Co-operative Tax Compliance Programme » (CTCP) est une nouvelle manière de collaborer pour les très grandes entreprises et le SPF Finances, dans une relation basée sur une confiance justifiée et la transparence. Grâce au CTCP, les très grandes entreprises et l'Administration Grandes Entreprises (GE) du SPF Finances peuvent travailler ensemble dans le cadre d'un partenariat basé sur la compréhension de la position de l'autre, et sur des attentes clairement définies. Cela permet de maîtriser les risques fiscaux et de créer une sécurité juridique aussi grande que possible.

- [Plus d'infos](#)

Le Co-operative Tax Compliance Programme (CTCP) a été annoncé à l'automne 2018 et le premier groupe a démarré le programme début 2019. En 2022, trois groupes d'entreprises ont déjà complètement terminé la phase d'intake dans laquelle ils discutent avec l'Administration Grandes Entreprises des principes clés du programme. Ils ont signé le gentlemen's agreement et sont à présent dans la phase opérationnelle avec des concertations périodiques. Les sept autres groupes sont encore dans la phase d'intake dont cinq sont bien avancés dans le trajet.